

Jeu, 3 Juin 1880

SOMMAIRE

LE PREMIER VOTE. LE CHEMIN DE TORONTO ET OTTAWA. LES APPARITIONS DE LOURDES. LA SEMAINE FINANCIERE. CA ET LA. SE VIE T. COMMUNICATION. A TRAVERS OTTAWA. P. D. LELTON—LA ROUTE DE L'ABRIE: Roule de Aubrey. M. CHAPLEAU D'OTTAWA. LES ÉTRANGERS.

LE PREMIER VOTE

A Québec comme à Ontario les libéraux se font démolisseurs de nos institutions. C'est à leur manière de montrer leur dévouement à l'intérêt public. Vaut mieux cependant que le radicalisme lève la tête maintenant que plus tard, car le nombre de dupes qu'il pourrait faire, en affectant des airs modérés, sera moins considérable, dès qu'il se montrera sous ses véritables couleurs.

Ainsi pendant que le Globe hurle contre le Sénat—qu'il défendait hier—et réclame son abolition à grands cris, M. Mercier a voulu préparer la mèche qui devait faire sauter le Conseil législatif de Québec. Il n'a pas eu le courage de prendre la même attitude à la dernière session, car lui et ses collègues voulaient alors courir un peu le Conseil législatif dont ils redoutaient l'opposition.

Le vote comporte une double signification. Il prouve d'abord que la députation est satisfaite des institutions provinciales et qu'elle ne veut aucunement changer leur mécanisme. A la dernière session, le Conseil législatif a montré combien il pouvait être utile à la province tout entière en opposant une digue aux actes de maladministration d'un cabinet qui avait volé le pouvoir et qui avait forfait à ses devoirs les plus sacrés pour devenir l'instrument de quelques émas vénales; aussi la députation n'a pas oublié évidemment le service public qu'il a rendu en cette circonstance.

Ce vote prouve en second lieu que la majorité de la députation a pleine confiance dans le cabinet Chapleau, qu'elle veut lui donner, en tous cas, une loyale assistance, qu'elle est lasse de luttes stériles du passé et qu'elle veut sérieusement s'occuper des intérêts publics au lieu de précipiter la province dans une nouvelle crise qui pourrait lui être désastreuse.

Après avoir vaincu l'ennemi sur un point aussi difficile, M. Chapleau peut envisager le reste de la session avec confiance. Ce vote était incontestablement celui qui pouvait offrir le plus d'embarras, car il ne faut pas oublier que l'abolition du Conseil avait été décrétée à la première session du gouvernement Joly par une majorité, si minime qu'elle fut. Or, il en coûte toujours pour plusieurs de revenir sur une décision prise, même lorsqu'on est convaincu de sa première erreur.

Dans son discours sur l'adresse, l'honorable M. Robertson a dit qu'il lui aurait été impossible de négocier un emprunt au Canada. Il aurait pu négocier un emprunt en Angleterre, mais il a trouvé de plus grands avantages en France. Quant à son accusation contre le gouvernement, il la prouvera lorsque le temps de la faire sera venu. Il a dit que l'ex-tresorier a manipulé les comptes publics de manière à cacher la véritable situation de la province. C'est ce qu'il prouvera plus tard.

LE CHEMIN DE TORONTO ET OTTAWA

Aurons-nous ou n'aurons-nous pas le chemin de Toronto et Ottawa? Ce chemin est d'une importance énorme pour cette ville qu'il mettrait en communication avec l'Ouest, pour toute la vallée de l'Outaouais et pour la province de Québec, dont les intérêts sont identiques aux nôtres sous tant de rapports; aussi suivons-nous avec intérêt toutes les péripéties que traverse cette grande entreprise avant de recevoir son accomplissement.

On a parlé du chemin du Nord pendant vingt-cinq ans avant de le bâtir. Serons-nous condamnés à attendre aussi longtemps pour la construction de l'artère projetée entre Toronto et Ottawa? Nous ne le croyons pas. De longues années même ne sauraient passer avant que la locomotive franchisse toute la distance qui nous sépare de Toronto, remarquant à sa suite les produits de l'Ouest et de la région intermédiaire si riche en ressources de toute nature.

On sait que le promoteur, l'âme de ce projet, a été jusqu'à présent M. W. H. Scott, député de Peterborough. C'est lui qui a remué le plus énergiquement les municipalités et les capitalistes pour obtenir les fonds nécessaires. Or, cet homme d'énergie manque à l'entreprise au moment même où elle aurait le plus besoin de son précieux concours. La somme d'énergie qu'il lui a fallu dépenser, les anxiétés par lesquelles il a dû passer, l'ont affecté à un tel point qu'il est atteint d'une maladie qui pourrait bien avoir de fâcheuses conséquences.

Nous disions tout dernièrement que la charte de la compagnie était passée aux mains des propriétaires du chemin Toronto et Nipissing. D'aucuns pensaient qu'ils n'attendaient qu'un prétexte non et que l'acquéreur véritable était la compagnie du Grand Tronc, désireuse de retarder ou d'empêcher la construction d'une route qui pourrait entrer en concurrence avec elle sous certains rapports.

Rien ne fait croire jusqu'à présent qu'il en soit ainsi. Car les nouveaux propriétaires du chemin viennent de tenir une assemblée à Peterborough dans le but de faire le choix des directeurs et officiers, et à cette assemblée, le président, M. Gooderham, a fait la déclaration suivante: "Des que nous aurons connu le véritable état des affaires, nous nous proposons de commencer la construction du chemin. Ce transfert de la charte n'a pas été effectué dans le but de faire échouer l'entreprise. Je désire que cela soit bien compris. Je suis convaincu qu'un chemin sera construit de Toronto à Ottawa, que ce soit par nous ou par d'autres, et il n'y a pas lieu de craindre que le chemin ne se construise pas. C'est la première visite que je fais à Peterborough, mais j'espère que la population n'aura pas lieu de le regretter."

Cette déclaration est assurément très satisfaisante. Puisse-t-on bientôt passer des paroles à l'action! Le chemin de Toronto et Ottawa étant une nécessité publique, le Grand-Tronc ne vaudra pas sans doute voir retomber sur lui l'odieuse qui s'attaquerait à toute compagnie qui voudrait se mettre en travers de l'entreprise. Au reste, le Grand-Tronc ayant plus de trafic qu'il n'en peut réellement desservir, il ne saurait craindre de voir se construire une route qui contribuerait beaucoup au développement d'une vaste contrée et attirerait sur le territoire canadien une partie de l'immense commerce de l'Ouest.

ECHOS DU JOUR

L'emprunt de quatre millions a été négocié à Paris sans aucune garantie autre que le nom de la province de Québec.

Tous les évêques de la province de Québec sont actuellement en cette ville. M. le curé Labelle, de Saint-Jérôme, est aussi à Québec.

Deux cents mineurs se sont répartis dans la région aurifère de la Beauce depuis le commencement du printemps. Ce nombre sera doublé d'ici à quelques semaines.

On donne de nouveau avis que toute pétition pour "bill privé" ne sera pas reçue par la législature de Québec après le 11 courant. Avis aux intéressés.

La session de Québec, toute remplie qu'elle promet d'être, sera courte cependant. On semble, en effet, disposé des deux côtés de la chambre à ne pas prolonger inutilement les discussions. On doit s'attendre que dans cinq ou six semaines, la besogne législative sera terminée.

Le Congrès de Washington vient de voter une somme considérable à certaines études pour la préservation des forêts. C'est le Dr Franklin B. Hough qui est chargé de ce travail.

On mande de Liverpool que M. de Lesseps a donné une conférence devant les membres de la chambre de commerce en cette ville. Il a dit que les travaux du canal de Panama pourraient être terminés en six ans, à condition d'y employer 8,000 hommes.

Le cercle catholique de Biddeford, Maine, qui a déjà sous ses auspices une école supérieure très florissante, a ouvert, lundi soir, 17 courant, une salle de lecture pour le public canadien. Des journaux français et anglais, des livres, amusements, etc., etc., sont mis par les messieurs du cercle à la disposition de tous.

On parle d'organiser, aux chutes Niagara, une séance littéraire et musicale, dans laquelle un conférencier en renom parlera de l'histoire du lac Ontario et des Mille-Iles. Comme nouveauté, on remarquera un groupe de voyageurs canadiens qui répètent nos chants populaires. Ces voyageurs ont été engagés à Ottawa et à Hull, croyons-nous.

La dette publique des Etats-Unis a été diminuée de \$15,928,038.87 pendant le mois de mai; ce qui fait une diminution de \$74,820,536.52 depuis le 30 juin, l'an dernier. Il n'est pas d'exemple dans l'histoire d'une réduction de dette publique semblable. Les gouvernements sont plutôt enclins partout ailleurs à l'augmenter qu'à la diminuer.

Mgr Pie, évêque de Pothier, est décédé. C'était un des prélats les plus distingués de la France par ses talents et par son attachement inébranlable au Saint-Siège. La France perd assurément un de ses évêques les plus éminents et l'un des plus érudits défenseurs de ses intérêts sociaux et religieux. Il était âgé de 65 ans.

Le Dr Edmund B. O'Callaghan, l'une des figures des troubles de 1837 et membre de l'Assemblée du Bas-Canada, est mort samedi à sa résidence, à New-York. Il avait 81 ans. Le Dr Callaghan habitait l'Etat de New-York depuis les troubles de 1837. Il publia plusieurs ouvrages, entre autres des mémoires sur le Canada, qui furent imprimés aux frais de l'Etat et qui renferment une foule de pièces alors inédites sur le régime français au Canada.

Quelques citoyens de New-York ont fait des démarches afin de savoir si le gouvernement d'Ottawa louerait ou vendrait les Mille-Iles pour en faire un lieu de plaisance dans la belle saison. Nos voisins savent choisir leurs morceaux. Crémazie disait, que, lorsque, après la chute d'Adam, les anges reportèrent au ciel le paradis terrestre, ils en laissèrent tomber quelques parcelles qui ont donné naissance aux Mille-Iles. Ces poètes!

Le gouvernement de Québec a réussi à trouver une compagnie qui se propose de fabriquer le sucre de betteraves. Il y a quelques années, la législature décida d'accorder un subsides de \$70,000 à une compagnie qui exploiterait cette œuvre industrielle et agricole. Les essais qui ont été faits sur la betterave sucrière ont engagé des capitalistes qui, s'étant conformés aux conditions imposées par la loi, ont fondé bona fide une compagnie manufacturière de sucre de betterave. M. Cassavant n'a pas épargné son temps, son argent ni ses veilles pour faire réussir cette entreprise, et en cela il a été largement secondé par le député de Missisquoi, qui a voulu doter son comté de cette belle institution.

On mande de Chicago que la convention nationale pour le choix d'un candidat à la présidence, s'est assemblée hier, à 1 h. 5 min. Rien n'a été fait à part quelques procédés d'organisation. La convention s'est ajournée à 11 heures cette avant-midi. Un vote donné dans le comité des lettres de créance, ce soir, au sujet de l'admission de Rapier, délégué du quatrième district d'Alabama, est considéré comme indiquant à peu près la force des partis. Ont voté pour la motion et contre Grant: Californie, Connecticut, Delaware, Georgie, Indiana, Iowa, Kansas, Maine, Massachusetts, Michigan, Minnesota, Mississippi, Nebraska, Nevada, New-Hampshire, New-Jersey, Caroline du Nord, Ohio, Oregon, Rhode Island, Vermont, Virginie occidentale, Wisconsin, Dakota, district de Colombie, Idaho, Montana, New Mexico, Utah,

Washington, Wyoming; contre: Alabama, Arkansas, Colorado, Floride, Illinois, Kentucky, Maryland, Missouri, New-York, Pennsylvanie, Texas, Virginie—31 contre 12. Le vote pour l'élection de Conger comme président de ce comité a été de 29 contre 11.

LEGISLATURE DE QUEBEC

Québec, 2 juin. L'Orateur prend son siège à 3 hrs. M. Wurtelle présente une pétition du crédit-foncier franco-canadien, demandant un acte d'incorporation. M. Loranger, en réponse à M. Church, dit que le gouvernement ne croit pas devoir faire aucune dépense pour l'achat de l'ouvrage de M. Foran: "Digest of Decisions rendered in our Courts."

M. Chapleau, en réponse à M. Lan glier, dit que le gouvernement a l'intention de présenter une mesure pour légaliser les arrangements faits avec la corporation de Montréal pour placer le terminus du chemin de fer du Nord aux anciennes casernes. M. Chapleau, en réponse à M. Gagnon, dit que le gouvernement a décidé de payer les réclamations des sous-contracteurs de M. Macdonald, suivant l'arrêt du conseil du 21 septembre 1878, ainsi que les réclamations additionnelles de M. Macdonald, conformément à la recommandation de M. Walter Shanly.

En réponse au même, le premier ministre dit que le montant requis pour compléter les édifices publics est de \$88,350.

En réponse à M. Langelier, M. Chapleau dit que les édifices auraient dû, d'après le contrat, être terminés le 1er mai 1880. Ils ne l'étaient pas encore, à cause du délai qui est survenu dans l'exécution des contrats pour chauffer les départements. Une partie de ces édifices pourra être occupée le 1er septembre prochain. M. Mercier propose l'adresse dont il a donné avis pour l'abolition du Conseil législatif.

M. Mathieu propose un amendement, à un sous-amendement, au projet de loi relatif au ministère, le débat continue jusqu'à minuit. Le vote est alors pris sur le sous-amendement, qui est rejeté par une division de 35 contre 27.

Pour—MM. Blais, Bouthillier, Boutin, Cameron, Dupuis, Gagnon, Irvine, Joly, Laberge, Latonvaine (Shefford), Lafontaine (Naperville), Langelier (Porteau), Langelier (Montmorency), Lovell, Marchand, Mc Shane, Meikle, Mercier, Molière, Nelson, Paré, Pédonfinais, Paré, Rivest, dit Malouin, Ross, Sheyba, Watts—Total 37. Contre—Audet, Beaubien, Bergevin, Caron, Champagne, Chapleau, Charlebois, Chénier, Desjardins, Desjardins, Duckett, Duhamel, Flynn, Fortin, Gauthier, Houde, Lynde, Lavallée, Lavoisier, Loranger, Lynch, Magnan, Mathieu, Murphy, Paquet, Picard, Racine, Robert, Robitaille, Sawyer, Saut-Gy, Tallon, Tarte, Wurtelle, Beaudet—35.

LES APPARITIONS DE LOURDES

On lit dans les Annales de Notre-Dame de Lourdes du 30 avril:

Il y a un an, les Annales racontaient les derniers moments de Bernadette, qui venait de s'endormir dans le Seigneur, le mercredi de la semaine de Pâques. Elles disaient: "C'était le mercredi de Pâques. A pareil jour, il y avait 21 ans, Bernadette en extase devant la Vierge de la grotte, avait tenu son cierge allumé entre ses mains, sans ressentir aucune atteinte de la flamme qui passait entre ses doigts joints pour la prière. "Après 21 ans, le mercredi de Pâques, cette douce lumière que la Vierge immaculée avait placée sur le chandelier dans la sainte église, cette pure lumière s'éteignait ici bas, mais pour aller briller parmi les étoiles du paradis."

Les Annales ajoutaient, avec l'approbation expresse de Mgr l'évêque de Tarbes:

Des documents incontestables prouvent que cette apparition eut lieu le mercredi et non le lundi de Pâques. On a déjà remarqué que la mère de Bernadette était morte en priant, le 8 décembre 1866, à trois heures, pendant qu'on chantait pour la première fois, à la chapelle de la crypte, les vœux de l'immaculée Conception. Son père mourut très chrétieusement, le 4 décembre, au versaire du dernier jour de la quinzaine des apparitions. Le Maître souverain des temps dispose les jours et les heures pour la glorification de ses élus.

La vérité, connue d'une manière certaine, et dans l'universaire du 7 avril, célèbre cette année à Notre-Dame de Lourdes avec une grande édification.

Quant aux documents incontestables et inédits dont parlaient les Annales, ils sont de la plus haute importance et du plus grand intérêt. Ce sont, en premier lieu, les pièces officielles écrites par des témoins qui avaient reçu la mission de tout examiner de près et de tout relater avec soin. Les hommes les plus graves écrivaient, jour par jour, tout ce qui se passait à côté d'eux et sous leurs yeux, durant cette mémorable époque des apparitions. Quant à ce qui a été écrit séparément, ils se trouvent d'accord entre eux et aussi avec des centaines de témoins oculaires dont nous avons les dépositions écrites.

Le trésor de l'histoire authentique et complète de Notre-Dame de Lourdes a été conservé providentiellement. Gardé jusqu'ici avec un soin jaloux, il va être enfin livré à la pieuse curiosité du public.

Le jour, peu éloigné, où ces graves documents seront publiés dans leur magnifique ensemble, l'histoire de Notre-Dame de Lourdes ne sera nullement changée dans ses grands faits, qui sont lumineux comme le soleil,

attestés par des milliers de témoins et connus de la terre entière. Dans l'impossibilité de contester devant l'évidence, les écrivains auront à combler des lacunes dans les récits et à supprimer des détails pour les remplacer par d'autres absolument certains et pleins d'intérêt. Les personnages se montrant eux-mêmes dans leurs écrits et dans leurs actes, seront appréciés avec plus de justice. Dans cette pleine lumière des faits, l'action divine apparaîtra plus admirable encore, et les efforts inouïs de l'Esprit pour glorieux et détruire des l'origine l'œuvre de Dieu, en feront mieux comprendre la merveilleuse grandeur. Ainsi les âmes droites, mieux éclairées, trouveront la paix dans la vérité, la justice et la charité.

Vu et approuvé: C. V. Ev. de Tarbes. Tarbes, le 20 avril 1880.

LA SEMAINE FINANCIERE

(Pour le Canada.) Observations générales.—L'ouverture du Parlement provincial, à Québec, la semaine dernière, est un événement important pour le Canada, et spécialement pour cette province dont les finances réclament la plus sérieuse attention de ses législateurs. Depuis quelques années, les déficits augmentent, et un système d'économie et de retranchement s'impose à l'administration actuelle pour rétablir l'équilibre entre les recettes et les dépenses. La dette provinciale est de \$15,000,000, y inclus le dernier emprunt de \$4,000,000. Les dépenses pour l'exercice de l'an 1878-79 ont été de \$2,350,000 et la recette \$2,017,486.

Le chemin de fer du Nord doit donner, cette année, un revenu considérable sous une administration prudente et économique. Les exportations du Canada (à part la Colombie anglaise) ont été, pour le mois de mars, de \$3,674,944, dont \$3,004,704 sont la production du pays. Les importations du Canada pendant le mois d'avril ont été de \$5,620,777, et les droits perçus \$1,093,014.

Il a été déposé dans les différents bureaux d'épargne des postes, en Canada, une somme de \$189,900 pendant le mois d'avril. Huit chemins de fer canadiens montrent un revenu pour les dernières semaines excédant de 15 à 30 pour cent le revenu pour la même époque de l'année dernière.

Le revenu du Grand-Tronc pour la semaine terminée le 15 mai a été de \$128,638, contre \$149,414 pour la même semaine en 1879. Le chemin de fer Intercolonial, pour les 4 mois terminés le 1er mai 1880, montre un revenu de \$209,350, contre \$127,501 pour la même époque en 1879.

La température continue d'être très favorable à la campagne; la récolte promet d'être très abondante. Canada en général.—La récolte de fruits promet d'être abondante dans la partie ouest d'Ontario. Une nouvelle compagnie pour fabriquer le sucre et le sirop se forme avec un capital de \$5,000. Les mines de charbon de la Colombie anglaise ont produit, en 1877, 84,000 tonnes de charbon; en 1878, 171,000 tonnes, et en 1879, 241,000. Les exportations en 1879 ont été de 173,789 tonnes, évaluées à \$586,609.

MM. Currier et Cie doivent établir une manufacture de portes et de châssis à Aylmer. Etats Unis.—La construction des chemins de fer se poursuit activement. Pendant les 4 premiers mois de 1877, il en a été construit 354 milles; en 1878, 312 milles, et en 1879, 493 milles. Cette année, le chiffre s'élève à 1,264 milles.

Les membres du cabinet américain reçoivent \$8,000 d'émoluments par année. Une panique a eu lieu au bureau d'échange à New-York; les actions du Pennsylvania Reading R. R. se vendent à une grande baisse.

Europe.—Les délibérations du parlement anglais, maintenant en session, sont suivies avec intérêt par le public canadien; le chargé d'affaires du Canada, sir A. T. Galt, est à Londres et surveille les intérêts du pays. Le premier ministre d'Angleterre, le chancelier de l'Échiquier, les secrétaires de la guerre, les secrétaires coloniaux touchent chacun \$25,000 par année. Le loi lieutenant d'Irlande reçoit pour lui seul \$100,000 annuellement.

Montréal.—La municipalité a voté \$15,000 pour les dépenses de l'Exposition du mois de septembre prochain. La tranquillité est rétablie sur le port de Montréal; les gages des ouvriers ont été augmentés et le déchargement des navires se fait d'une manière régulière. Une grande activité règne sur les quais, qui sont encombrés.

Ferromerie.—Tous les articles en fer sont à la baisse. Le commerce de cet article est à peu près nul.

Marchandises sèches.—Cette branche de commerce n'est pas aussi active; cependant, le volume d'affaires est beaucoup plus élevé qu'à pareille date l'année dernière.

Fruits.—Le marché est abondamment fourni au même prix que la semaine dernière.

Poissés.—Rare cette saison; vente facile à \$3.75 pour qualité première; No 2, \$3.25.

Chaussures.—Ce commerce, qui semblait être fait en grande partie à Québec, prend des proportions considérables à Montréal.

Provisions.—Beurre, bonne qualité, 17 1/2 cts; fromage, marché inactif, bonne qualité, 12 cts; œufs, 10 1/2 cts la douzaine.

Laine.—Il se fait peu de ventes; le prix varie de 30 à 35 cts la livre.

Banques et assurances.—MM. Forbes et Mudge, agents de l'assurance Queen, à Montréal, ont reçu avis du gouvernement de la province de Québec que les montants payés par les diverses compagnies d'assurances leur seront remboursés immédiatement; c'est le résultat d'un procès intenté par les compagnies d'assurances contre le gouvernement au sujet de l'illégalité d'un acte adopté par la législature de Québec imposant certaines charges sur les compagnies d'assurances.

La dernière assemblée des actionnaires de l'assurance Stadacona de Québec a eu un résultat satisfaisant. Il a été constaté que tous les emprunts faits des banques pour payer les pertes encourues à Saint-Jean, N. B., étaient remboursés et qu'un dividende de \$2 par action était déclaré et payable aux actionnaires.

L'état officiel des banques faisant affaires au Canada, soumis au département des finances, pour le mois d'avril, constate les résultats suivants: Avril 1880. Avril 1879. Capital payé \$54,060,652 \$58,127,425 Passif \$95,977,861 \$83,079,360 Actif \$161,509,562 \$166,003,549

Les dividendes suivants sont payables le 1er juin: Banque Jacques Cartier, 2 1/2 pour cent; Fédérale, 3 1/2; Ontario, 3; des Marchands, 3; Québec, 3; d'Hamilton, 4; de Montréal, 4. Les actions de la Banque du Nouveau-Brunswick, récemment vendues par encan, ont rapporté 30 pour cent au-dessus du pair.

En vertu d'un acte adopté à la dernière session du Parlement fédéral, les créanciers de la Banque Consolidée se réuniront le 8 juin pour nommer un liquidateur.

L'état d'affaires de la Banque de Montréal, récemment rendu public, a fait une impression favorable au Bureau d'Echange; la nouvelle administration a largement pourvu au règlement des comptes douteux ou mauvais. Les profits nets réalisés pour l'année terminée le 30 avril 1880 sont de \$1,049,340, soit une augmentation de \$437,852 sur l'année précédente.

La Banque de Montréal est cotée à 136 1/2; des Tonships de l'Est, 99 1/2; des Marchands, 94; du Commerce, 122; Ontario, 78 1/2; Molson, 83 1/2.

CHAPEAUX DE PAILLE

J'ai en magasin le plus grand assortiment de CHAPEAUX DE PAILLE qui soit jamais vu à Ottawa. Cinq minutes d'inspection prouveront ce que j'avance.

CHAPEAUX DE PAILLE. J'ai l'assortiment le plus varié de CHAPEAUX DE PAILLE qui ait jamais été monté à Ottawa. Un coup d'œil dans ma vitrine prouvera ce que j'avance.

CHAPEAUX DE PAILLE. J'ai des CHAPEAUX DE PAILLE canadiens, des CHAPEAUX DE PAILLE anglais, et des CHAPEAUX DE PAILLE américains de toutes couleurs et façons. Une collection essentiellement cosmopolite.

CHAPEAUX DE PAILLE. Et enfin, ce qui n'est pas le moins important, j'ai des CHAPEAUX DE PAILLE à des prix qui conviennent à toutes les bourses.

R. J. DEVLIN

TOUS LES JOURS

GRANDE VENTE!

DE

MARCHANDISES

Nouvelles et de Goût

CHEZ

O'DOHERTY et Cie.,

110 RUE SPARKS

En face de MM. Bates et Cie., épiciers.

Nouveaux Arrivages

AU MAGASIN DE

C. GAGNÉ ET Cie.

VOYEZ NOS PRIX:

HABILLEMENTS à ordre pour \$ 9 00 HABILLEMENTS à ordre pour \$ 9 50 HABILLEMENTS à ordre pour \$ 10 50 HABILLEMENTS à ordre pour \$ 11 00 HABILLEMENTS à ordre pour \$ 12 50 HABILLEMENTS à ordre pour \$ 13 50

100 PIÈCES

A VOTRE CHOIX.

COUPEPARFAIT OU PAS DE VENTE!

N'oubliez pas de venir nous voir

Avant d'acheter ailleurs!

N'oubliez pas nos chemises blanches pour 75 cents, ni nos chemises blanches avec collets pour \$1.00. Venez acheter un de nos chapeaux de Leghorn pour 50c. et 60c.

SERVICE A THÉ

EN

PORCELAINE,

(44 morceaux)

\$5.00

C. S. Shaw & Cie

IMPORTATEURS

63 rue Sparks

A propos de Rats!

Si vous avez des rats, il n'en coûte que 25 cents par jour pour nourrir chacun d'eux.

Nous vendons des

ATTRAPES A RATS

Pour les prendre morts ou en vie.

25 cents et 50 cents chaque

Voyez. Achetez. Essayez.

H. Meadows et Cie

Dépot de Fables de la "Capitale,"

525 Rue Sussex—525

Hotel du Canada

COIN DES

Rues Albert et Alma, Hull, P.Q.

TENU PAR

Mme F. X. GROULX

Chevalier d'Ottawa.

La buvette est fournie de vins, liqueurs et cigares de choix.

Glace! Glace!

Prise au-dessus des Chandères

SAISON DE 1880

Du 1er Mai au 1er Octobre

10 lbs, tous les jours, CINQ MOIS, \$4 00

10 " " QUATRE " 3 50

10 " " TROIS " 3 00

10 " " DEUX " 2 25

10 " " UN " 1 50

Deux livraisons le samedi. Pour double quantité, ajoutez cinquante pour cent aux prix ci-dessus.

Tarif spécial pour des plus fortes commandes.

Ceux qui ont souci de leur santé feront bien de remarquer que la qualité de notre glace, et se rappeler que nous la prenons au-dessus des chutes de la Chaudière, dans la baie qui fournit l'approvisionnement d'eau de la ville.

Nous ne permettons pas à nos employés de vendre de la glace; ils sont tenus d'être polis et actifs dans l'accomplissement de leurs devoirs. On recevra avec reconnaissance toute information relative à quelque négligence de la part de nos employés.

J. CHRISTIN & Cie.,

381 rue Wellington

Chemin de fer Q. M. O. & O

AVIS

Changement d'heures

EMBRANCHEMENT D'AYLMER

Le 3 et après le 3 MAI, 1880, les trains locaux entre Hull et Aylmer voyageront comme suit:

Partira de Hull à 10 hrs. a.m., 12:50 p.m., 4:30 p.m., et 8:40 p.m.

Partira d'Aylmer à 7:45 hrs. a.m., 11 a.m., 4:30 p.m., et 8:00 p.m.

Correspondant avec les trains de et pour Montréal.

L. A. SENECAU,

Surintendant général.